

Enis Cakir

Chers amis,

Vous le savez, depuis le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, la Turquie a vécu et vit encore des jours difficiles. La vie a été bouleversée dans tous les domaines, économique, politique, social et culturel. Et notre mouvement pour la paix en a subi les conséquences.

Mais vous le savez fort bien, également, que nous n'avons pas ménagé nos forces pour défendre la paix, que ce soit en prison, sous surveillance ou en exil.

Depuis le lancement de la campagne pour le référendum qui a eu lieu le 6 septembre dernier, et plus encore de nos jours dans la perspective des élections générales anticipées du 1er novembre prochain, nous vivons des journées intenses de débat politique en Turquie.

Certes, la situation a beaucoup évolué en Turquie depuis l'après septembre 1980. L'Organisation du référendum pour la levée ou non des interdits politiques en est une preuve éloquente. Malgré les pressions et les manoeuvres, la majorité des électeurs ont voté "oui", refusant ainsi le régime établi après le coup d'Etat militaire. Mais la démocratie, telle que nous la concevons, est loin d'être acquise en Turquie. Et les élections anticipées du 1er novembre prochain revêtent une importance capitale de ce point de vue, même si le pouvoir conserve tous ses atouts, notamment avec sa loi portant sur les élections, pour en sortir vainqueur.

Notre mouvement pour la paix, partie intégrante de l'ensemble des forces démocratiques du pays, a vécu de dures épreuves pendant les quelque sept dernières années. Dans notre combat vis-à-vis du régime établi, nous avons considéré la lutte pour la paix et la lutte pour la démocratie comme une et entière.

Notre Comité pour la paix reste interdit, mes amis dirigeants condamnés. S'ils ne sont plus en prison aujourd'hui, c'est tout simplement parce qu'ils ont purgé leur peine pendant de longues années de procès. A l'heure actuelle, nous attendons la décision de la Cour de cassation militaire. Cependant, permettez-moi de souligner ici une particularité de la condamnation prononcée en avril dernier contre mes amis et notre Comité. Notre seul et unique "délit", aux yeux du tribunal militaire, a été de défendre la paix et d'avoir été en contact avec le Conseil mondial de la paix.

Dans ces conditions, il nous a fallu trouver des moyens originaux d'expression pour défendre la justesse de nos opinions, tout comme la justesse de l'action du Conseil mondial de la paix, au-delà des tribunes des tribunaux militaires. Ainsi, notamment grâce à l'impulsion du président de notre Comité, ~~Monsieur~~ Mahmut Dikerdem, nombre d'articles sur les questions de la paix et du désarmement ont été publiés dans la presse. Saisissant des dates importantes, comme par exemple le 1er septembre ou le jour-anniversaire de notre comité ou encore le 24 octobre, ~~encore la~~ Journée mondiale pour le désarmement, des conférences, des colloques ou autres formes de rassemblement pour sensibiliser l'opinion publique ont été organisés.

Par ailleurs, à Konya, un large mouvement d'opinion s'est mobilisé avec l'appui des sections locales de tous les partis politiques d'opposition afin d'empêcher le vol d'entraînement dans les cieux de ce village, centre anatolien des avions de combat appartenant aux forces de l'OTAN.

De même, pour la réorganisation du mouvement pour la paix en Turquie, le rassemblement d'hommes et de femmes par secteur d'activités nous a semblé un moyen opportun dans les conditions actuelles que connaît le pays, tout en poursuivant le combat pour la levée de l'interdiction frappant notre Comité. C'est ainsi que les médecins ont voulu créer une association contre le danger de guerre nucléaire. Mais ils n'ont pu obtenir l'autorisation des pouvoirs publics pour légaliser leur mouvement. Sans aucun doute, ceci est le signe incontestable qui fait la preuve que le pouvoir actuel ne peut supporter un mouvement organisé pour la paix en Turquie.

C'est d'ailleurs, pour nous, toute l'importance de la campagne pour les élections anticipées ouverte le jour même de la tenue du référendum. Si aujourd'hui les grands partis d'opposition s'expriment en faveur de la paix et du désarmement, ceci est certes le résultat des évolutions au niveau international, mais la sensibilité de l'opinion publique concernant ces questions y est sans aucun doute pour quelque chose.

A l'issue des élections, quel que soit le résultat, un calendrier beaucoup plus précis pourrait voir le jour. Cependant, les prémisses des grandes lignes qui seront à l'ordre du jour peuvent être dégagées dès à présent.

Ainsi, je peux d'ores et déjà vous annoncer qu'un défilé symbolique pour la paix aura lieu sur le pont du Bosphore qui lie l'Asie à l'Europe, le 24 octobre, à l'occasion de la Journée mondiale pour le désarmement.

En premier lieu, la principale préoccupation sera de réorganiser le mouvement pour la paix en Turquie. Ceci pourrait se faire selon les principes de la politique internationale d'Atatürk, soulignés dans sa fameuse phrase "La paix pour la patrie, la paix pour le monde", sur la base des accords d'Helsinki et sur la base de l'amitié avec nos pays voisins, étant entendu que notre pays se situe dans une région de tension.

On sait que la Turquie, de par sa situation géographique et politique, est exposée à des dangers sérieux. Comme il est souvent souligné dans la presse turque, notre pays se trouve dans une région en feu. De surcroît, il existe sur notre propre territoire des unités, installations et bases militaires dont notre pays n'a pas du tout le droit de contrôle. Nous vivons souvent des moments de tension avec les pays voisins. Certes, tout pays peut avoir des problèmes avec ses voisins. Mais il est du devoir de chaque gouvernement de résoudre les différends par des voies pacifiques. Je suis persuadé que c'est de cette manière que l'on peut servir mieux les intérêts nationaux et la sécurité de tous.

L'existence de bases militaires américaines dans notre pays constitue un danger permanent risquant de nous entraîner dans une guerre indépendamment de notre volonté. Ce danger est encore plus grand depuis que les plans du Pentagone offrant à la Turquie les régions riches en pétrole de Kerkuk et de Mousoul ont été dévoilés.

La présence de l'armée américaine en Turquie devient de plus en plus importante. D'après la presse turque, des négociations secrètes pour un nouveau traité entre la Turquie et les Etats-Unis ont eu lieu. Le gouvernement d'Oral n'attendrait plus que les résultats des élections pour signer ce traité. Ainsi, les Américains pourraient, par cet accord, augmenter leur capacité d'armement en Turquie en ce sens que celui-ci leur permettrait d'agir rapidement en cas de guerre au Moyen-Orient en effectuant uniquement un transport d'effectifs sans avoir à se préoccuper du transport du matériel d'équipement.

Pour ce qui est des grandes lignes du calendrier que j'ai mentionné précédemment, il est évident que les dates importantes d'anniversaires ou autres marqueront, comme de coutume, le calendrier de la période à venir. Notamment en 1988, le 50e anniversaire de la mort de M. Kemal Atatürk en novembre, et le 25e anniversaire de la mort de N. Hikmet en juin, sont à retenir plus particulièrement. Je souhaiterais que le Conseil mondial de la paix retienne également ces dates pour son programme d'action de 1988.

Enfin, la coordination des sections du mouvement pour la paix en Turquie avec le mouvement international dans son ensemble, et plus particulièrement avec le Conseil mondial de la paix, est plus que jamais capitale de nos jours. De ce point de vue, je souhaiterais également qu'à chaque occasion, mes amis qui mènent le combat dans le pays soient invités à y être associés.

Pour ce qui concerne le programme du CMP dans son ensemble, j'aimerais formuler deux propositions pour conclure. D'abord, et en se basant sur l'expérience que nous avons vécue en Turquie depuis septembre 1980, je pense qu'il serait bon que le CMP lie la lutte pour la paix et le désarmement avec la lutte pour la démocratie d'une manière plus systématique. Deuxièmement, autre volet important à mes yeux, je pense qu'il serait bon que le CMP organise, d'une manière coordonnée avec les comités nationaux, des manifestations de masse pour défendre les idéaux qui nous unissent tous. Par exemple, une "Semaine (ou une fin de semaine) européenne pour la paix", mobilisant les masses des pays de ce vieux continent signataires de l'Acte final d'Helsinki, pourrait être l'amorce d'une identité européenne, dont on parle beaucoup, sur la base de l'amitié et de la sécurité mutuelle.

Je vous remercie de votre attention.

Enis COSKUN

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ
TÜSTAV